Conto corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA **DEL REGNO D'ITALIA**

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

Anno 71° — **Roma - Giovedì, 10 luglio 1930 - Anno VIII** — **Numero 160**

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 - 50-033 - 53-914

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

TELEFONI-CENTRALINO: 50-107 - 50-033 - 53-914

AVVISO

Si avvertono gli Enti, gli Uffici ed i Privati ammessi alla **distribuzione gratuita** dei fascicoli della Raccolta Ufficiale delle leggi e decreti **(tanto in edizione normale che economica)** che l'apposito ufficio in Roma, via Giulia, 52, è stato soppresso e che, quindi, tutta la corrispondenza ed i reclami inerenti a tale **distribuzione gratuita** vanno diretti all'On. Ministero della giustizia **- Direzione generale degli affari civili - Ufficio VI - Roma.**

I reclami e la corrispondenza relativa agli **abbonamenti ed alla vendita** dei fascicoli della suddetta Raccolta Ufficiale per entrambe le edizioni, **vanno invece indirizzati all'Istituto Poligrafico dello Stato - Piazza Verdi - Roma.**

SOMMARIO

Numero di pubblicazione — LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

IN FOGLIO DI SUPPLEMENTO ORDINARIO.

IN FOGLIO DI SUPPLEMENTO STRAORDINARIO

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 1222.

LEGGE 29 maggio 1930, n. 879.

Esecuzione del Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale fra l'Italia e la Finlandia firmato a Helsingfors il 10 luglio 1929.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale fra l'Italia e la Finlandia, firmato a Helsingfors il 10 luglio 1929.

Art. 2.

La presente legge entrerà in vigore secondo è previsto dall'art. 21 del Trattato di cui all'articolo precedente.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 29 maggio 1930 - Anno VIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Traité d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale.

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République de Finlande, désireux de régler les questions qui ont trait à l'extradition des malfaiteurs et à l'assistance judiciaire en matière pénale, et de conclure un traité à cet effet, ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Sa Majesté le Roi d'Italie:

Monsieur le Comte EMILIO PAGLIANO, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Finlande;

Le Président de la République de Finlande:

Monsieur OSKARI MANTERE, Président du Conseil des Ministres, ff. Ministre des Affaires Etrangères;

Lesquels, ayant vérifié leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement sur demande, à l'exception de leurs nationaux, les individus qui, se trouvant sur le territoire de la Partie requise, sont poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de la Partie requérante pour une des infractions indiquées dans l'article suivant.

Art. 2.

Le Gouvernement italien pourra demander l'extradition des individus poursuivis à raison d'une infraction passible, d'après la loi italienne, d'une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à un an, ou condamnés à une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à six mois, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Finlande dans des conditions identiques, eût pu, soit en soi, soit dans le cas où il aurait été accompagné de circonstances aggravantes, entraîner, d'après la loi finlandaise, une peine supérieure à celle d'emprisonnement.

Le Gouvernement finlandais pourra demander l'extradition des individus poursuivis ou condamnés à raison d'une infraction qui, soit en soi, soit dans le cas où elle aurait été accompagnée de circonstances aggravantes, pourra, d'après la loi finlandaise, entraîner une peine supérieure à celle d'emprisonnement, pourvu que le fait délictueux, s'il avait été accompli en Italie dans des conditions identiques, serait à considérer, d'après la loi italienne, comme une infraction passible d'une peine restrictive de la liberté personnelle pour un temps non inférieur à un an.

Les Hautes Parties Contractantes pourront en outre demander l'extradition des individus poursuivis ou condamnés pour complicité ou tentative d'une des infractions mentionnées ci-dessus, pourvu que le fait délictueux soit punissable ou ait été puni d'une peine aussi sévère que celles indiquées plus haut.

Art. 3.

L'extradition ne sera pas accordée:

1. — pour les infractions prévues exclusivement dans les lois sur la presse;

2. — pour les infractions d'ordre exclusivement militaire, lorsque le fait n'est puni que par les lois militaires;

3. — pour les délits politiques ou connexes à de tels délits, sauf le cas où le délit commun connexe au délit politique est tellement grave qu'il constitue le délit principal. Dans aucun cas ne seront réputés délits politiques l'homicide volontaire commis avec préméditation ou la tentative d'un tel fait, à moins d'avoir été commis en combat ouvert.

Dans les cas prévus par les paragraphes précédents, l'appréciation de la nature des faits est exclusivement réservée aux autorités de l'Etat requis.

Art. 4.

Si l'extradition d'un individu est demandée en même temps par plusieurs Etats, et si les demandes ont trait à la même infraction, l'Etat requis décidera à quel Etat l'extradition devra être faite; toutefois il sera de règle que l'extradition aura lieu à l'Etat où l'infraction a été commise, s'il n'y a pas des raisons particulières pour l'extradition du criminel à l'Etat où il jouit du droit de citoyen.

Si plusieurs Etats ont demandé l'extradition du même individu à raison d'infractions différentes, l'Etat où a été commise l'infraction la plus grave aura la préférence, pourvu que des raisons spéciales ne motivent son extradition à un autre Etat. L'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y mettre pour condition que la personne réclamée sera, à l'expiration de sa peine ou après son acquittement, livrée à un autre Etat.

Art. 5.

L'extradition n'aura pas lieu si, après une procédure pour le même fait devant les autorités de la Partie requise, le prévenu a été mis hors de cause, ou si la procédure a abouti à un jugement définitif.

Art. 6.

L'extradition peut être refusée:

1. — si les autorités de l'Etat requis sont, d'après les lois de celui-ci, compétentes pour juger l'infraction dont il s'agit;

2. — si le fait dont il s'agit a été commis sur le territoire d'un Etat tiers et que les lois de la Partie requise n'admettent pas la poursuite pour un pareil fait commis à l'étranger;

3. — si, d'après les lois de la Partie requise, l'action publique résultant du fait incriminé ou la peine prononcée est considérée comme prescrite.

Art. 7.

La demande d'extradition devra être présentée par la voie diplomatique. Seront produits, simultanément avec la demande d'extradition, un mandat d'arrêt émis par l'autorité étrangère compétente contre l'individu réclamé ou le jugement prononcé contre lui. En tant que le fait incriminé et ses circonstances ne ressortent pas clairement des pièces susdites, la Partie requérante y ajoutera un document judiciaire contenant les indications nécessaires. Si le texte des articles de la loi pénale qui doivent être appliqués n'est pas cité *in extenso* il sera joint à la demande une copie de ce texte. En cas de doute sur l'identité de l'individu, les preuves en seront fournies.

Les pièces à produire seront dressées dans la forme prescrite par les lois de la Partie requérante. Elles devront, sauf entente contraire, être légalisées par l'agent diplomatique et accompagnées d'une traduction dans la langue de la Partie requise, certifiée conforme par l'agent diplomatique de la Partie requérante ou par un traducteur assermenté de la Partie requise.

Si les pièces transmises sont incomplètes ou qu'un supplément d'information soit jugé nécessaire, l'Etat requérant sera invité à fournir, dans un délai raisonnable, ce qui ferait défaut.

Art. 8.

L'individu dont l'extradition sera requise devra être arrêté provisoirement avant que la demande d'extradition ait été présentée, si l'arrestation provisoire en est demandée, à moins que l'extradition ne paraisse *a priori* inadmissible. La demande d'arrestation provisoire sera présentée par la voie diplomatique ou adressée directement aux autorités compétentes de l'autre Partie par le consul compétent *ratione loci* de la Partie requérante.

L'arrestation provisoire aura également lieu lorsqu'un individu qui a été l'objet d'un mandat d'arrêt publié, à la demande des autorités compétentes de l'une des Parties et dans la forme prescrite, par l'organe officiel de l'autre Partie, aura été trouvé sur le territoire de cette dernière Partie.

En cas d'urgence l'arrestation provisoire pourra être exécutée à la suite d'une communication, même par le télégraphe, de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt ou de tout autre acte équivalant au mandat d'arrêt, pourvu que cette communication indique la nature et la gravité du fait imputé et les dispositions de la loi pénale appliquées ou applicables.

L'individu arrêté provisoirement sera remis en liberté si la demande d'extradition n'a pas été présentée dans un délai

de six semaines après l'arrestation, le jour de l'arrestation non compris.

Art. 9.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné par les autorités de la Partie requise, pour un autre fait que celui pour lequel l'extradition est demandée, l'extradition pourra, sans préjudice de la décision à prendre immédiatement à l'égard de la demande, être différée jusqu'à ce que la procedure pénale soit terminée ou que la peine prononcée ait été exécutée ou remise.

Art. 10.

En cas de procédure en cours devant les autorités de la Partie requise, pour un autre motif que celui d'une infraction aux lois pénales et entraînant la comparution forcée ou la détention de l'individu réclamé, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que la procédure soit terminée ou que la détention ait pris fin.

En dehors de ces cas, le fait que l'extradition empêcherait l'individu réclamé d'exécuter des obligations qu'il aurait contractées sur le territoire de la Partie requise, ne pourra être opposé comme une fin de non recevoir à l'extradition. Toutefois les droits des intéressés sont réservés et ceux-ci auront la faculté de les faire valoir ensuite devant l'autorité compétente.

Art. 11.

Lorsque l'extradition a été accordée et le transport doit s'effectuer par terre, l'individu livré sera amené au point-frontière fixé par un accord préalable avec l'Etat tiers qui s'est chargé du transit. Si le transport doit s'effectuer par mer, l'extradé sera amené au port de la Partie requise où l'embarquement doit avoir lieu.

Si l'Etat requérant ne pourvoit pas, pour ce qui le concerne, à l'exécution de l'extradition dans le délai d'un mois à partir du jour de la notification de la concession de l'extradition, l'individu dont il a demandé l'extradition pourra être remis en liberté.

Art. 12.

Les dispositions prévues aux articles 1 à 6 et 10 s'appliquent aussi à l'extradition par voie de transit des individus qui sont extradés à l'une des Hautes Parties Contractantes par un Etat tiers ou qui sont extradés ou réextradés à cet Etat à travers le territoire de l'autre Partie, ainsi qu'au transit par mer et par navire de cette Partie.

L'extradition par voie de transit sera effectuée par les autorités de la Partie requise, par la voie qui lui convient le mieux.

Art. 13.

Les objets trouvés en la possession de l'individu au moment de son arrestation seront saisis.

Les objets saisis seront remis à l'Etat requérant simultanément avec l'individu extradé, à moins que les droits de tiers ne s'y opposent. Il en sera de même des objets reçus avec un individu extradé par voie de transit. Cette remise se fera même si l'individu réclamé ne peut être livré, soit par suite de sa mort, soit pour une autre raison personnelle à lui.

Art. 14.

L'extradé ne pourra être poursuivi, puni ou extradé à un Etat tiers à raison d'une infraction commise antérieurement à l'extradition, à moins que l'extradition ait été accordée pour cette infraction ou que la Partie requise donne son consentement à la poursuite ou à l'exécution de la condamnation.

Si l'appréciation juridique des faits pour lesquels l'extradition a eu lieu se modifie dans le cours de la procédure à tel point qu'on puisse mettre en doute que la nouvelle appréciation justifie la demande d'extradition, la procédure ne pourra être continuée qu'avec le consentement de la Partie requise.

Si, dans le cas de l'alinéa 1, l'individu extradé déclare qu'il consent à la poursuite ou la condamnation ou, dans le cas de l'alinéa 2, qu'il consent à la continuation de la procédure, la Partie requérante pourra faire accompagner sa demande de consentement par la communication de cette déclaration. Si dans ce dernier cas, la Partie requise ne donne pas son consentement, ou si pareille déclaration n'a pas été communiquée, la demande de consentement devra être présentée avec la même formalité que la demande d'extradition, et le consentement pourra être refusé pour les mêmes raisons que l'extradition.

Aucun individu livré par l'une des Hautes Parties Contractantes à l'autre ne pourra être poursuivi pour l'infraction qui a motivé son extradition devant un tribunal qui n'est investi que temporairement ou dans des circonstances particulières du pouvoir exceptionnel de connaître de pareilles causes.

Art. 15.

Les limitations de la poursuite ou de l'exécution de la condamnation de l'individu extradé prévues à l'article précédent, n'ont pas lieu, si l'individu extradé n'a pas quitté le territoire de l'autre Partie dans les trente jours qui suivent son élargissement définitif, ou s'il y revient.

Art. 16.

Les frais d'arrestation, de détention et d'entretien de l'individu dont l'extradition ou l'arrestation provisoire aura été demandée et les frais de son transport à la station frontière désignée ou jusqu'au port d'embarquement, sont à la charge de la Partie requise. Il en est de même des frais de saisie et de conservation des objets saisis au moment de l'arrestation et des frais de l'expédition des objets à remettre avec l'individu réclamé.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Art. 17.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux Pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire sera adressée, à cet effet, par la voie diplomatique et, à moins que le Gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observation des lois du Pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Les Hautes Parties Contractantes renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'aît pas entraîné plus d'une vacation.

Art. 18.

Si dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du

Pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite.

Quant à l'indemnité à accorder au témoin, un accord interviendra dans chaque cas particulier entre le Gouvernement requérant et le Gouvernement requis.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux Pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre Pays, ne pourra, tant que son séjour y est motivé par la comparution dont il s'agit ou qu'il est légitimement empêché de le quitter, y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de conplicité dans les faites, objet du proces où il figurera comme témoin.

Art. 19.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux Pays, la communication de pièces de conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre Pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les Hautes Parties Contractantes renoncent au remboursement des frais résultant dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 20.

Le Gouvernement italien s'engage à communiquer au Gouvernement finlandais les condamnations définitives pour délits, y compris les condamnations conditionnelles, qui auront été prononcées par ses autorités judiciaires contre des citoyens finlandais.

Le Gouvernement finlandais de son côté s'engage à communiquer au Gouvernement italien les condamnations définitives, y compris les condamnations conditionnelles, inscrites au casier judiciaire finlandais et visant des citoyens italiens.

Les Hautes Parties Contractantes se communiqueront également les décisions ultérieures concernant les dites condamnations et inscrites au casier judiciaire.

Les autorités de l'une des Hautes Parties Contractantes chargées de la tenue du casier judiciaire fourniront aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande faite par la voie diplomatique, et sur la base du casier judiciaire, des informations concernant des cas particuliers.

Les communications visées ci-dessus seront effectuées, sans remboursement de frais, par la voie diplomatique.

Il este entendu que les communications prévues aux alinéas précédents porteront sur les condamnations qui deviendront définitives un mois après l'entrée en vigueur du présent Traité.

Art. 21.

Le présent Traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome aussitôt que possible.

Il entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et s'appliquera aussi aux infractions commises avant sa mise en vigueur.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra en tout temps le dénoncer; dans ce cas ses effets cesseront à l'expiration d'un délai de six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et l'ont muni de leurs cachets.

Fait à Helsinki, en deux exemplaires, le 10 juillet 1929.

Pour l'Italie: (L. S.) PAGLIANO.

Pour la Finlande: (L. S.) OSKARI MANTERE.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:

Il Ministro per gli affari esteri: GRANDI.

Numero di pubblicazione 1223.

REGIO DECRETO 23 giugno 1930, n. 902.

Modifica dell'art. 1 del R. decreto 6 maggio 1929, n. 972 riguardante l'attuazione delle leggi notarili nei territori annessi al Regno.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli articoli 4 della legge 26 settembre 1920, n. 1322 3 della legge 19 dicembre 1920, n. 1778, e 3 del R. decreto legge 22 febbraio 1924, n. 211, convertito nella legge 10 luglio 1925, n. 1512;

Visto il R. decreto 4 novembre 1928, n. 2325, che reca disposizioni per l'unificazione legislativa nei territori annessi al Regno;

Visto il R. decreto 6 maggio 1929, n. 972, che provvede all'attuazione nei territori stessi della legge 16 febbraio 1913, n. 89, riguardante l'ordinamento del notariato e degli archivi notarili;

Ritenuta l'opportunità di modificare l'art. 1 del R. decreto 6 maggio 1929, n. 972, sopra citato;

Visto l'art. 3, n. 1, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Guardasigilli, Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Alla determinazione del numero e delle residenze dei notari nei territori annessi al Regno, di cui all'art. 1 del R. decreto 6 maggio 1929, n. 972, si farà luogo in occasione della revisione generale della tabella del numero e delle residenze dei notari nei vecchi territori del Regno.

Il presente decreto entrerà in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 23 giugno 1930 - Anno VIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1930 - Anno VIII
Atti del Governo, registro 298, foglio 10. — MANCINI.

Numero di pubblicazione 1224.

REGIO DECRETO 19 maggio 1930, n. 907.

Norme per l'avvicendamento tra l'interno e l'estero dei funzionari della carriera diplomatico-consolare.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Vista la legge 2 giugno 1927, n. 862;
Udito il Consiglio di Stato;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto col Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Nessun funzionario della carriera diplomatico-consolare potrà essere promosso al grado di Inviato straordinario e Ministro plenipotenziario di 2ª classe o di Console generale di 1ª classe se non avrà prestato, nei gradi inferiori, almeno un triennio di servizio continuativo al Ministero.

I funzionari, che non abbiano avuto d'ufficio destinazione al Ministero, dovranno farne domanda ai fini delle promozioni di cui al comma precedente. Tale domanda dovrà essere presentata prima che il funzionario abbia raggiunto il grado di Consigliere di legazione o di Console di 1ª classe.

Art. 2.

Qualora il funzionario sia ritenuto difficilmente sostituibile all'estero, il Ministro per gli affari esteri potrà, in via eccezionale, con suo decreto motivato e previo parere unanime del Consiglio di amministrazione, non accogliere la domanda di servizio al Ministero. In tal caso il funzionario potrà egualmente conseguire a suo tempo la promozione.

Art. 3.

Terminato il periodo di tre anni di destinazione negli uffici dell'Amministrazione centrale, il Ministero provvederà, nell'anno successivo, alla destinazione all'estero del funzionario. Questi peraltro potrà chiedere di rimanere in servizio presso l'Amministrazione centrale per un successivo periodo di tre anni. All'eventuale accoglimento di tale richiesta sarà pure provveduto con decreto del Ministro.

Art. 4.

Il Ministro per gli affari esteri, con suo motivato decreto, potrà trattenere presso l'Amministrazione centrale per un secondo periodo di tre anni il funzionario che, pur non avendo fatta domanda di rimanervi, sia, per la sua specifica competenza, difficilmente sostituibile nel servizio affidatogli all'interno.

Verificandosi tale circostanza il Ministro comunicherà alla Commissione di avanzamento tale decreto affinchè la sua motivazione venga tenuta presente ai fini dei giudizi comparativi o della promozione per merito singolare.

Art. 5.

Il presente decreto avrà effetto dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, e non sarà applicabile, per quanto concerne l'obbligo del servizio all'interno, ai funzionari che nello stesso giorno rivestiranno grado di Consigliere di legazione o di Console di 1ª classe.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 19 maggio 1930 - Anno VIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — GRANDI — MOSCONI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 7 luglio 1930 - Anno VIII
Atti del Governo, registro 298, foglio 35. — MANCINI.

Numero di pubblicazione 1225.

REGIO DECRETO-LEGGE 7 luglio 1930, n. 922.

Esclusione dal beneficio della franchigia doganale degli autoveicoli, motocicli, velocipedi e loro parti introdotti nella zona franca del Carnaro.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto-legge 17 marzo 1930, n. 139, che ha istituita la zona franca del Carnaro;
Visto il R. decreto-legge 27 giugno 1930, n. 858, recante modificazioni al regime doganale dei prodotti dell'industria automobilistica;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta, per le stesse ragioni che ebbero a determinare i recenti provvedimenti sul trattamento doganale degli autoveicoli, di rendere immediatamente applicabili anche nella zona franca del Carnaro le disposizioni adottate con il citato decreto-legge 27 giugno 1930, n. 858, a maggior difesa della industria automobilistica nazionale e di regolare in relazione ad esse la condizione doganale degli autoveicoli esteri già introdotti nella detta zona franca;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro per gli affari dell'interno, di concerto coi Ministri per le finanze, per la guerra, per le comunicazioni e per le corporazioni;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il beneficio della esenzione doganale derivante dal regime di zona franca, stabilito dall'art. 1 del R. decreto-legge 17 marzo 1930, n. 139, per Fiume e per gli altri Comuni indicati nello stesso articolo, non è applicabile ai prodotti della industria automobilistica.

Restano del pari esclusi dal suddetto beneficio i motocicli, i velocipedi e loro parti.

Art. 2.

Il Ministro per le finanze detterà le norme e le condizioni per la concessione dell'uso temporaneo, fuori dell'àmbito della zona franca del Carnaro, dei prodotti indicati nel precedente articolo, i quali alla data dell'entrata in vigore del presente decreto risultino già introdotti nel territorio della zona franca medesima.

Art. 3.

Il presente decreto, che entrerà in vigore il giorno stesso della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*, sarà presentato al Parlamento per la conversione in legge.

Il Ministro proponente è autorizzato alla presentazione del relativo disegno di legge.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a San Rossore, addì 7 luglio 1930 - Anno VIII

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — MOSCONI — GAZZERA — CIANO — BOTTAI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 9 luglio 1930 - *Anno VIII*
Atti del Governo, registro 298, *foglio* 50. — MANCINI.

DECRETO MINISTERIALE 7 luglio 1930.

Norme per l'applicazione del R. decreto-legge 7 luglio 1930, n. 922, che esclude dal beneficio della franchigia doganale gli autoveicoli, motocicli, velocipedi e loro parti introdotti nella zona franca del Carnaro.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 7 luglio 1930, n. 922;

Decreta:

Art. 1.

Gli autoveicoli esteri già introdotti a Fiume per la circolazione nella zona franca del Carnaro potranno essere ammessi a circolare anche nel territorio doganale a condizione che essi abbiano il loro abituale ricovero in località della zona franca, e che i rispettivi proprietari, titolari della licenza di circolazione, comprovino di essere stabilmente residenti nella detta zona franca e mantengano tale residenza.

Nella domanda, che all'uopo dovrà essere presentata al direttore superiore della dogana di Fiume, il richiedente dovrà dichiarare di avere la esclusiva disponibilità dell'autoveicolo, ed assumere l'obbligo di corrispondere i diritti di confine dovuti sull'autoveicolo nel caso che questo non fosse ripresentato alla dogana di Fiume entro il termine dalla medesima stabilito, o, comunque, venissero meno, anche per effetto di cessione dell'autoveicolo, le condizioni in base alle quali, giusta il presente articolo, ne fu permessa la circolazione nel territorio doganale.

Art. 2.

A garanzia degli obblighi di cui al precedente art. 1 dovrà nei modi previsti dall'art. 3 del regolamento approvato con R. decreto 6 aprile 1922, n. 547, per l'esecuzione della legge sulle importazioni ed esportazioni temporanee, essere prestata cauzione per l'ammontare dei diritti di confine gravanti sull'autoveicolo nella misura vigente all'atto in cui ne venne effettuata la introduzione nella zona franca.

Il permesso di circolare anche nel territorio doganale sarà dato con le formalità prescritte per la importazione temporanea. La relativa bolletta doganale sarà valida per non più di tre mesi, ma potrà essere rinnovata alla scadenza, previa ripresentazione dell'autoveicolo, purchè permangano le già prescritte condizioni.

Art. 3.

Le bollette d'importazione temporanea emesse dalla dogana di Fiume per autoveicoli ivi immatricolati dopo l'istituzione della zona franca, non saranno più valide dopo il quindicesimo giorno dalla entrata in vigore del presente decreto, eccetto che non ne venga chiesta la rinnovazione alle condizioni stabilite dal precedente art. 1.

Art. 4.

Le precedenti disposizioni valgono, in quanto applicabili, anche per i motocicli ed i velocipedi che si trovino nelle condizioni di che al 1° comma dell'art. 1 del presente decreto.

Roma, addì 7 luglio 1930 - Anno VIII

Il Ministro: MOSCONI.

REGIO DECRETO 12 maggio 1930.

Sostituzione di due membri della Commissione amministratrice dell'Ente autonomo del Parco nazionale d'Abruzzo.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 11 del R. decreto 11 gennaio 1923, n. 257, convertito nella legge 12 luglio successivo, n. 1511, riguardante la costituzione del Parco nazionale d'Abruzzo;

Visto il Nostro decreto 21 marzo 1929-VII, registrato alla Corte dei conti il 30 dello stesso mese, al registro n. 2, Ministero economia nazionale, foglio n. 53;

Ritenuto che il cav. uff. Fossa Pietro, console della Milizia nazionale forestale, è stato collocato in posizione ausiliaria per limiti di età, e pertanto cessa di far parte della Commissione amministratrice dell'Ente autonomo del Parco nazionale d'Abruzzo;

Ritenuto che il gr. uff. Giovanni Cesare Majoni, Regio ministro plenipotenziario, rappresentante dell'E.N.I.T., non è più presidente dell'Ente medesimo;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e le foreste;

Abbiamo decretato e decretiamo:

In sostituzione del cav. uff. Fossa Pietro, console della Milizia nazionale forestale, collocato in posizione ausiliaria, e del gr. uff. Giovanni Cesare Majoni, Regio ministro plenipotenziario, sono nominati componenti della Commissione amministratrice dell'Ente autonomo del Parco nazionale d'Abruzzo, il cav. Senni Lorenzo, console della Milizia nazionale forestale, ed il gr. uff. dott. Carlo Pugliesi, consigliere della Corte dei conti e membro del Consiglio di amministrazione dell'Ente nazionale per le industrie turistiche, i quali resteranno in carica fino al 31 dicembre 1930.

Il Nostro Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 12 maggio 1930 - Anno VIII

VITTORIO EMANUELE.

ACERBO.

Registrato alla Corte dei conti, addì 21 giugno 1930 - Anno VIII
Registro n. 5 Min. agricoltura e foreste, foglio n. 54. — BETTAZZI.

(4029)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1930.
Soppressione degli archivi notarili sussidiari di Breno e Salò.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GIUSTIZIA E GLI AFFARI DI CULTO

Visti gli articoli 1 e 9 del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3138, e 5 del R. decreto-legge 28 dicembre 1924, n. 2124, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562;

Decreta:

Gli archivi notarili sussidiari di Breno e Salò sono soppressi con effetto dal 1° luglio 1930. Gli atti in essi conservati saranno depositati nell'archivio notarile distrettuale di Brescia.

Roma, addì 30 giugno 1930 - Anno VIII

Il Ministro: ROCCO.

(4037)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1930.
Soppressione dell'archivio notarile sussidiario di Borgotaro.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GIUSTIZIA E GLI AFFARI DI CULTO

Visti gli articoli 1 e 9 del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3138, e 5 del R. decreto-legge 28 dicembre 1924, n. 2124, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562;

Decreta:

L'archivio notarile sussidiario di Borgotaro è soppresso con effetto dal 1° luglio 1930. Gli atti in esso conservati saranno depositati nell'archivio notarile distrettuale di Parma.

Roma, addì 30 giugno 1930 - Anno VIII

Il Ministro: ROCCO.

(4038)

DECRETO MINISTERIALE 30 giugno 1930.
Soppressione dell'archivio notarile sussidiario di Susa.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GIUSTIZIA E GLI AFFARI DI CULTO

Visti gli articoli 1 e 9 del R. decreto 31 dicembre 1923, n. 3138, e 5 del R. decreto-legge 28 dicembre 1924, n. 2124, convertito nella legge 18 marzo 1926, n. 562;

Decreta:

L'archivio notarile sussidiario di Susa è soppresso con effetto dal 1° luglio 1930. Gli atti in esso conservati saranno depositati nell'archivio notarile distrettuale di Torino.

Roma, addì 30 giugno 1930 - Anno VIII

Il Ministro: ROCCO.

(4039)

DECRETI PREFETTIZI:
Riduzione di cognomi nella forma italiana.

N. 11419/207/29-V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del par. 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Kralj Antonio Andrea fu Tomaso, nato a Samatorza il 29 novembre 1862 e residente a Trieste, via Vidali n. 12, è restituito nella forma italiana di « Carli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

1. Giuseppina Kralj nata Brezigar di Giuseppe, nata il 28 dicembre 1867, moglie;
2. Stefania di Andrea, nata il 26 dicembre 1901, figlia.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al par. 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926, ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi par. 4 e 5.

Trieste, addì 1° ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2446)

N. 11419/226/29-V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del par. 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Kral Antonio di Giuseppe, nato a Villa Morsca l'11 gennaio 1861 e residente a Trieste, Gretta numero 166, (frazione di Canale d'Isonzo), è restituito nella forma italiana di « Carli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi famigliari:

1. Caterina Kral nata Gerlanc di Giovanni, nata il 24 settembre 1865, moglie;
2. Miroslava di Antonio, nata il 6 febbraio 1902, figlia.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al par. 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926, ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi par. 4 e 5.

Trieste, addì 1° ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2447)

N. 11419/293/29-V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del par. 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926 n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Kralj Andrea fu Giovanni, nato a Trieste il 21 novembre 1871 e residente a Trieste, Trebiciano numero 149, è restituito nella forma italiana di « Carli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

1. Maria Kralj nata Kralj di Michele, nata il 6 gennaio 1873, moglie;
2. Andrea di Andrea, nato il 19 settembre 1894, figlio;
3. Rodolfo di Andrea, nato il 6 febbraio 1905, figlio.

Il presente decreto sarà a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al par. 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926, ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi par. 4 e 5.

Trieste, addì 25 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2442)

N. 11419/291/29-V.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduto l'elenco dei cognomi da restituire in forma italiana, compilato a sensi del par. 1 del decreto Ministeriale 5 agosto 1926, il quale contiene le istruzioni per la esecuzione del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, esteso a tutti i territori delle nuove Provincie con R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Kralj Angelo di Giorgio, nato a Trieste il 31 maggio 1887 e residente a Trieste, Trebiciano, 4, è restituito nella forma italiana di « Carli ».

Uguale restituzione è disposta per i seguenti suoi familiari:

1. Rosa Kralj nata Kralj di Giovanni, nata il 25 agosto 1891, moglie;
2. Mario di Angelo, nato il 13 aprile 1913, figlio;
3. Emilia di Angelo, nata il 29 maggio 1917, figlia;
4. Angelo di Angelo, nato il 21 marzo 1919, figlio;
5. Alberto di Angelo, nato il 27 maggio 1922, figlio;
6. Carmela di Angelo, nata il 9 marzo 1925, figlia.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato all'interessato nei modi indicati al par. 2 del citato decreto Ministeriale 5 agosto 1926, ed avrà ogni altra esecuzione prescritta nei successivi par. 4 e 5.

Trieste, addì 25 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2443)

N. 11419-14909.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduta la domanda presentata dal sig. Giusto Visnjevec fu Giuseppe, nato a Trieste l'11 ottobre 1889 e residente a Trieste, Guardiella n. 350, e diretta ad ottenere a termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del suo cognome in forma italiana e precisamente in « Visini »;

Veduto che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro quindici giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Veduti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Giusto Visnjevec è ridotto in « Visini ».

Uguale riduzione è disposta per i famigliari del richiedente indicati nella sua domanda e cioè:

1. Giuseppina Visnjevec nata Cok fu Francesco, nata il 13 marzo 1891, moglie;
2. Maria di Giusto, nata il 3 aprile 1919, figlia;
3. Albino di Giusto, nato il 2 marzo 1925, figlio.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato al richiedente nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale e avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Trieste, addì 9 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2492)

N. 11419-12981.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduta la domanda presentata dalla signora Maria Peternel ved. Iersek, fu Valatino, nata a Sairach il 30 agosto 1859, e residente a Trieste, via Moreri n. 64, e diretta ad ottenere a termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione dei suoi cognomi in forma italiana e precisamente in « Petrinelli-Gersi »;

Veduto che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza della richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro quindici giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Veduti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

I cognomi della signora Maria Peternel ved. Ieršek sono ridotti in « Petrinelli-Gersi ».

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato alla richiedente nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale e avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Trieste, addì 9 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2493)

N. 11419-13105.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduta la domanda presentata dal sig. Mario Kufersin di Michele, nato a Trieste il 16 febbraio 1891 e residente a Trieste, via Giovanni Orlandini n. 27, e diretta ad ottenere a termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, numero 17, la riduzione del suo cognome in forma italiana e precisamente in « Coversini »;

Veduto che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro quindici giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Veduti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Mario Kufersin è ridotto in « Coversini ».

Uguale riduzione è disposta per i famigliari del richiedente indicati nella sua domanda e cioè:

1. Amelia Kufersin nata Prunch fu Giovanni, nata il 2 settembre 1900, moglie;
2. Argelia di Mario, nato il 9 agosto 1927, figlia.

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato al richiedente nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale e avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Trieste, addì 9 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2494)

N. 11419-12986.

IL PREFETTO
DELLA PROVINCIA DI TRIESTE

Veduta la domanda presentata dal sig. Mario Krainz di Luigi, nato a Trieste il 26 aprile 1903 e residente a Trieste via Rigutti n. 24, e diretta ad ottenere a termini dell'art. 2 del R. decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17, la riduzione del suo cognome in forma italiana e precisamnete in « Carnieli »;

Veduto che la domanda stessa è stata affissa per un mese tanto all'albo del Comune di residenza del richiedente, quanto all'albo di questa Prefettura, e che contro di essa entro quindici giorni dalla seguita affissione non è stata fatta opposizione alcuna;

Veduti il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 e il R. decreto 7 aprile 1927, n. 494;

Decreta:

Il cognome del sig. Mario Krainz è ridotto in « Carnieli ».

Il presente decreto sarà, a cura dell'autorità comunale, notificato al richiedente nei modi previsti al n. 6 del citato decreto Ministeriale e avrà esecuzione secondo le norme stabilite ai nn. 4 e 5 del decreto stesso.

Trieste, addì 9 ottobre 1929 - Anno VII

Il prefetto: PORRO.

(2495)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Avviso di rettifica.

Nell'avviso di smarrimento di certificati provvisori del Prestito del Littorio, pubblicato per due volte nella *Gazzetta Ufficiale* del 10 marzo e 10 maggio 1930, alla seconda intestazione riferibile al sig. Di Maggio Giovanni di Giuseppe, ecc., il capitale indicato in L. 2000 va rettificato in L. 22.000.

(4049)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIV. I - PORTAFOGLIO

N. 150.

Media dei cambi e delle rendite

dell'8 luglio 1930 - Anno VIII

Francia	75.10	Oro	368.35
Svizzera	370.90	Belgrado	33.84
Londra	92.919	Budapest (Pengo)	3.34
Olanda	7.683	Albania (Franco oro)	368 —
Spagna	224.75	Norvegia	5.115
Belgio	2.669	Russia (Cervonetz)	98 —
Berlino (Marco oro)	4.555	Svezia	5.135
Vienna (Schillinge)	2.698	Polonia (Sloty)	214.25
Praga	56.68	Danimarca	5.112
Romania	11.39		
Peso Argentino Oro	15.73	Rendita 3.50 %	66.925
Peso Argentino Carta	6.905	Rendita 3.50 % (1902)	61.95
New York	19.09	Rendita 3 % lordo	41.50
Dollaro Canadese	19.08	Consolidato 5 %	80.70
		Obblig. Venezie 3.50%	74.40

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione. **1ª Pubblicazione.** (Elenco n. 48).

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre che dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

DEBITO 1	NUMERO di iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
3.50 %	139462	70 —	Mairano *Celestino* di Giovanni Battista, domiciliato in Baldichieri di Asti (Alessandria).	Mairano *Lucio-Celestino* ecc. come contro.
Buono Tesoro quinquennale 13ª emissione	1270	Cap. 50.000 —	Isola Edoardo *Bini* di Agostino, vincolata.	Isola Edoardo-*Benedetto-Fortunato*, vincolata.
3.50 %	169566	273 —	Lampugnani Nob. *Ada* fu Nob. *Giuseppe* Marziale, minore sotto la p. p. della madre Nob. Sydney Wood di Guglielmo, vedova Lampugnani, dom. a Milano.	Lampugnani Nob. *Elisa* fu Nob. Marziale, minore ecc. come contro.
»	298197	1.050 —	Lampugnani *Ada* fu Marziale, minore ecc. come la precedente.	Lampugnani *Elisa* fu Marziale, minore ecc. come contro.
Cons. 5 %	430179	135 —	Sylos-Labini *Carmela* fu Vincenzo, minore sotto la p. p. della madre Dell'Erba Rosa fu Nicola, ved. di Sylos-Labini Vincenzo e moglie in seconde nozze di Regna Vincenzo, dom. a Bitonto (Bari).	Sylos-Labini *Maria-Carmela* fu Vincenzo, minore ecc. come contro.
»	339495	290 —	Cantoni Mamiani della Rovere *Gian-Franco* di Tullo, minore sotto la p. p. del padre, e figli nascituri di Finzi Irma fu Vittorio, moglie di Cantoni Mamiani della Rovere Tullo, tutti quali eredi indivisi, sotto l'amministrazione patrimoniale testamentaria della madre Finzi Irma, dom. in Roma.	Cantoni Mamiani della Rovere *Ivan-Luciano-Gianfranco* e figli nascituri ecc. come contro.
»	61080	22.040 —	Cantoni Mamiani Della Rovere *Angelo-Vittorio* e *Gianfranco* figli di Tullo e di Irma Finzi, minori sotto la p. p. del padre, nonchè figli nascituri da quest'ultima, domiciliati in Arona (Novara), con vincolo di devoluzione.	Cantoni Mamiani Della Rovere *Vittorio-Angelo* e *Ivan-Luciano-Gianfranco* figli ecc. come contro, con vincolo di devoluzione.
»	339494	285 —	Cantoni Mamiani della Rovere *Angelo-Vittorio* di Tullo, dom. in Roma e figli nascituri di Finzi Irma fu Vittorio, moglie di Cantoni Mamiani della Rovere Tullo, dom. in Roma, tutti quali eredi indivisi sotto l'amministrazione testamentaria della madre Irma Finzi.	Cantoni Mamiani della Rovere *Vittorio-Angelo* di Tullo, dom. in Roma e figli nascituri ecc. come contro.
3.50 %	745335	70 —	Giudice *Bernardino* fu Nicola, minore sotto la p. p. della madre Prisco Filomena, vedova di Giudice Nicola, dom. a Sarno (Salerno).	Giudice *Berardino* fu Nicola, minore ecc. come contro.
Cons. 5 %	424110	215 —	Cognata Antonina fu *Antonino*, moglie di Craparo Giuseppe, dom. a Sciacca, vincolata.	Cognata Antonina fu *Antonio*, moglie ecc. come contro.

DEBITO 1	NUMERO di iscrizione 2	AMMONTARE della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 %	104454	1.100 —	*Abrunzino* Giuseppina fu Gaetano, vedova di *Abrunzino* Giovanni, dom. a Napoli.	*Abbronzino* Giuseppina fu Gaetano, ved. di *Abbronzino* Giovanni, dom. a Napoli.
»	460487	1.000 —	Battaglia Anna di Antonio *nubile*, dom. a Bellona (Napoli).	Battaglia Anna di Antonio *minore sotto la p. p. del padre* dom. a Bellona (Napoli).
»	460488	500 —		
3.50 %	384945	45,50	Caviglia Lodovina di Giuseppe moglie di Campetti *Adolfo*, dom. a Torino.	Caviglia Lodovina di Giuseppe, moglie di Campetti *Giovanni-Alberto-Federico-Adolfo*, dom. a Torino.
»	394115	140 —		
»	421597	119 —		
»	441491	140 —		
»	515304	140 —		
»	537491	185 —		
»	563877	210 —		
»	594891	175 —		
»	621676	245 —		
»	651127	175 —		
»	679175	175 —		
»	704393	175 —		
»	727776	175 —		
»	752995	245 —		
»	798434	560 —		
3.50% (1902)	39981	140 —		

A termini dell'art. 167 del Regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n 298, si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 28 giugno 1930 - Anno VIII

Il direttore generale: CIARROCCA.

(3996)

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(*Unica pubblicazione*).

Alienazione di rendite nominative.

Le rendite sottodesignate essendo state alienate per provvedimento dell'autorità competente, giusta il disposto dell'art. 49 del testo unico delle leggi sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 17 luglio 1910, n 536, senza che i corrispondenti certificati abbiano potuto essere ritirati dalla circolazione, si notifica che, ai termini dell'art. 101 del regolamento generale approvato con Regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, le iscrizioni furono annullate e che i relativi certificati sono divenuti di niun valore.

CATEGORIA del debito	NUMERO d'iscrizione	INTESTAZIONE DELLE ISCRIZIONI	AMMONTARE della rendita annua di ciascuna iscrizione
3.50 %	191169	Pelà Amedeo di Marino, domic. a Lendinara (Rovigo) - vincolata L.	42 —
»	720758	Intestata come la precedente - vincolata . . . . . . »	245 —
»	731173	Robino Angela di Luigi, moglie di Vacha Rodolfo, domic. in Pinerolo (Torino) - vincolata . . . . »	35 —

Roma, 30 giugno 1930 Anno VIII.

Il direttore generale: CIARROCCA.

(4016)

MUGNOZZA GIUSEPPE, *direttore*

ROSSI ENRICO, *gerente*

Roma — Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.